

L'ÉCHO

DU

Cabinet de Lecture Paroissial.

Vol. III.

Montréal, (Bas-Canada) 20 Avril 1861.

No. 15.

SOMMAIRE :—Chronique.—Lettre de Mgr. Dupanloup, Evêque d'Orléans à M. de la Guéronnière.—Discours sur Montcalm par M. J. A. Genand.—Jacques le fureteur et le castor.—Lettre de Madame D. L. à sa fille sur les théâtres.

CHRONIQUE.

SOMMAIRE.—La Pologne et les journaux libéraux.—L'Irlande et Mgr. Dupanloup.—L'Encyclique du St. Père.—L'inondation à Montréal.—La guerre aux Etats-Unis.—M. Emile Keller jugé à l'étranger.

Au milieu des récentes calamités qui sont venues fondre sur l'Eglise, nous ne devons pas oublier les justes sujets d'affliction qui depuis longtemps pèsent sur le cœur du Catholiques.

Les hommes du libéralisme ont beaucoup gémi sur la destinée des sujets du Saint Père, qui sont en définitive, dans le monde entier, les moins imposés et les moins chargés de loix onéreuses ; mais par compensation ils ne parlent pas d'infortunes qui mériteraient bien réellement d'être prises en considération.

Nous voulons parler de trois fractions de la grande famille catholique, qui vivent, on peut bien le dire, sous un joug de fer, et sont établies dans les conditions les plus tristes et les plus pénibles, les catholiques d'Irlande, de Pologne et de la Suisse.

On crie contre l'oppression et la misère, mais n'est-ce pas surtout en ces trois contrées que l'on voit la tyrannie sans limite comme en Pologne, la misère avec toutes ses plus grandes horreurs comme en Irlande ; le déni de toute justice comme en Suisse.

Si ceux qui se proclament les défenseurs de la vérité et de l'émancipation des peuples étaient sincères, au lieu de tourner leurs soins officieux vers une nation qui ne s'est jamais plaint par elle-même de son sort, que feraient-ils ? Ils élèveraient la voix, ils feraient retentir la presse, ils exciteraient sans cesse l'opinion publique en faveur de ces trois nationalités, soumises à de si rudes et si longues épreuves.

Mais bien loin de le faire, et combien peut-on juger ainsi de leurs vrais sentiments, s'il se présente une occasion de tendre la main à de vraies infortunes, ils s'en détournent avec indifférence, ils nient l'évidence, ils blâment hautement le zèle dangereux, disent-ils, de

ceux qui viennent leur parler des plus justes devoirs de la sympathie et de l'humanité.

En particulier, on connaît les derniers événements arrivés en Pologne : les journaux religieux ont cru devoir plaider la cause des malheureuses victimes du despotisme Russe. Pendant ce temps, les journaux prétendus libéraux n'ont que des paroles de désaveu et de critique pour tous ceux qui cherchent à exciter la pitié en de pareilles circonstances.

L'Eglise est habituée à ces contradictions : la Pologne souffre depuis longtemps dans sa liberté, dans sa nationalité et dans sa foi ; dans une circonstance récente elle a pu témoigner de ses vrais sentiments et faire entendre jusqu'au pied du trône, de justes sujets de plainte. Les journaux catholiques nous déclarent que l'on a lieu d'espérer que le vœu des consciences sera enfin écouté.

On sait que plusieurs personnes avaient été tuées, le mois dernier, à Varsovie, dans un commencement d'agitation, par les soldats de l'armée Russe. Sur la réclamation des citoyens, le Gouvernement a blâmé les dépositaires de la force publique, et, sur de nouvelles instances, a même promis d'accorder enfin à la nation Polonaise les loix et la liberté de conscience qu'elle réclame depuis si longtemps ; nous donnons le récit de la cérémonie funèbre qui a eu lieu le 2 mars, et qui plus tard peut-être invoqué comme l'origine d'une condition meilleure pour un peuple si digne de commisération et d'intérêt.

On nous écrit de Varsovie, 3 mars :

« Hier, par une magnifique journée de printemps, nous avons célébré, avec une grande solennité, l'enterrement des victimes du 27 février. Il me serait impossible de vous donner une idée du calme et de la majesté de cette cérémonie ; toute la ville en deuil, les femmes vêtues de noir, toutes les classes et tous les rangs confondus, des prêtres de tout les rites, une immense population marchant silencieuse, et maintenue dans l'ordre par de jeunes étudiants, voilà, esquissée à grands traits, la physionomie de cette mémorable journée.

« La vue de ces tombes entr'ouvertes avait plongé tous les assistants dans une émotion indescriptible ; tout le monde pleurait, tous les cœurs battaient, animés des mêmes sentiments et des mêmes espérances. La musique et les chants religieux ajoutaient encore à l'impression générale. Après la cérémonie, qui eut lieu à l'église de Sainte-Croix, le cortège funèbre se dirigea avec le

plus grand ordre par le faubourg de Cracovie et la place de Saxe vers le cimetière Powonski.

“ On portait à bras les cinq cercueils, couverts de palmes et de couronnes d'épines, au milieu d'un concours immense de peuple qui couvrait jusqu'aux toits des maisons ; mais, dans cette foule compacte, on n'eût à déplorer aucun tumulte, on n'entendait pousser aucun cri. Ce n'est pas une des moindres preuves de la maturité de la nation, que cette promptitude à se montrer disciplinée et pleine d'ordre dans un moment aussi grave. Cette force d'âme, qui l'a rendue capable de contenir les sentiments qui devaient bouillonner en elle et de se gouverner elle-même, est un symptôme remarquable de son développement politique.

“ Les cinq cercueils furent descendus dans un seul caveau ; ces hommes, étrangers jusque là l'un à l'autre, furent réunis par la mort, comme par les sentiments qui avaient animé leurs derniers instants. Personne n'osa élever la voix en présence de ces tombes. Ces vies offertes en sacrifice étaient plus éloquentes que toutes les paroles, et les prières des prêtres retentirent seules au milieu du silence universel :

“ Notre force véritable n'est pas dans nos bras ni dans nos armes, elle est dans nos cœurs, dans la foi que nous avons tous dans notre droit, dans la justice de notre cause ; ce sont donc nos âmes qu'il faut élever et affermir ; la Providence nous donnera le succès si nous savons le mériter.”

D'après les journaux de Paris, il paraît que l'on s'est occupé avec intérêt de la position malheureuse des Irlandais ; des comités ont été formés, des souscriptions recueillies et enfin un sermon a été prêché à St. Roch par Mgr. Dupanloup, la quête a produit mille louis.

Ce qu'il y a eu de particulier dans tout cela, c'est que non seulement les Anglais ne veulent pas venir en aide à ceux qu'ils doivent regarder comme leurs compatriotes ; mais que de plus, ils semblent contester à d'autres le droit d'aucune généreuse initiative en pareille circonstance.

Mgr. Dupanloup ayant été annoncé comme devant prêcher à St. Roch, un évêque anglican l'a attaqué dans les journaux de Londres, protestant d'avance contre le sermon de Mgr. d'Orléans, accusant ses futures paroles de n'être qu'un échafaudage de calomnies.

Mgr. Dupanloup a répondu fort spirituellement à l'Evêque anglican.

“ Lord Plunkest est bien habile de savoir ce que je dirai, j'avoue humblement que je ne suis pas encore tout-à-fait aussi bien instruit que lui.

“ Il ne nie pas qu'il y ait des pauvres en Irlande ; c'est assez pour que je demande la Charité en leur faveur.

“ Mais qui les a fait pauvres ?

“ Je ne prétends accuser personne, ni contester le droit qu'a eu Lord Plunkest de renvoyer ses ténanciers, en hiver. Je le félicite seulement de n'être pas évêque dans les Etats de l'Eglise : à quelles accusations ne serait-il pas exposé en ce moment dans toute l'Angleterre.

..... Je livre mon sermon à ses critiques ; mais fort habitué aux discussions, c'est la première fois que je vois répondre à des paroles qui n'ont point encore été prononcées.”

Dans cette affaire comme dans la précédente une foule de journaux libéraux français ont hautement pris la défense de l'opresseur contre l'opprimé, du fort contre le faible, et c'est ainsi que les amis de la liberté et de la fraternité nous donnent une juste idée de leurs sentiments et de ce qu'on pourrait espérer d'eux, si jamais ils triomphaient.

Après toutes les grandes paroles qui ont retenti sur la Question Romaine, la voix du Souverain Pontife a retenti pleine de force et de majesté.

Que les peuples écoutent avec respect et méditent les vérités contenues dans la dernière *Encyclique* : il y a des jours où la raison humaine vacille et s'obscurcit au souffle des passions et sous l'émotion des grands bouleversements, alors les hommes doivent chercher leur recours dans une autorité plus haute que toutes celles qui s'appuient sur les seuls intérêts de la terre.

Nous espérons donner, la prochaine fois, la traduction vraie de l'*Encyclique* du St. Père, que quelques journaux malintentionnés avaient cru déjà pouvoir attaquer, sur une version maladroitement ou malicieusement altérée.

Une inondation, qui aurait pu avoir les suites les plus désastreuses, est venue affliger la ville de Montréal. Des pertes énormes seront souffertes par plusieurs citoyens ; mais que de calamités plus grandes seraient arrivées si la crue du fleuve avait continué quelques heures de plus.

La nuit du dimanche au lundi a été affreuse, en quelques heures l'eau avait cru de dix pieds dans les rues du quartier Ste. Anne. Au milieu de l'obscurité la plus complète, on entendait de toutes parts des cris d'anxiété et de détresse. Il n'y avait pas un seul des habitants réfugiés au *comble* des demeures qui ne craignit de voir l'eau croître encore et la glace raser son dernier asile. Il paraît qu'il y a eu alors une scène d'angoisse et de désolation indescriptibles.

Nous espérons que d'abondants secours soulageront tant et de si profondes misères, et en particulier nous espérons que le THÉÂTRE ne viendra pas scandaleusement, en de si tristes circonstances, dérober l'aumône due au malheur.

La guerre a commencé aux Etats du Sud ; on a beaucoup parlé et ri de la dépêche télégraphique survenue ces jours-ci : *Prise du fort Sumter ; grande sensation ; personne de tué.*

Nous souhaitons vivement à nos voisins de ne pas aller plus loin. Le plus médiocre arrangement vaudrait mieux que la plus glorieuse victoire, surtout puisque c'est une guerre entre compatriotes.

On s'étonne que le Major Anderson n'ait pas résisté plus longtemps. Pas un seul de ses hommes n'était tué, il est vrai, mais il paraît qu'ils mouraient tous de faim.

Nous nous faisons un plaisir de citer l'appréciation

qu'un journal de Belgique fait du discours de M. Emile Keller.

Ce discours restera et il mérite de prendre place dans les annales catholiques; il produira, nous l'espérons, son fruit en son temps.

On lit dans l'*Emancipation*.

« La foi et l'indignation ont allumé dans le noble cœur d'un jeune homme, M. Keller, un foyer d'éloquence; inconnu, il y a quelques jours, aux autres et à lui-même, il s'est placé par un seul discours au premier rang des orateurs, en défendant la sainte cause de la justice et de la vérité. J'ai entendu raconter par plusieurs personnes qui assistaient à son triomphe, l'effet prodigieux qu'il a produit sur la chambre.

« M.M. Baroche et Billaut, immobile à leur banc, étaient comme ployés sous cette parole, qui, semblable à un marteau, frappait sur la politique qu'ils défendaient, et se relevait pour frapper encore.

« M. de Morny, du haut du fauteuil de la présidence, morne, attentif et soucieux, sentait l'effet toujours croissant de ce terrible discours. L'Assemblée haletante, émue, accompagnait la voix de l'Orateur tantôt par des explosions approbatives, tantôt par des sourds murmures.

« Le *Moniteur* a mis des sourdines aux approbations et a dissimulé autant qu'il l'a pu l'effet produit. Tous écoutaient, tous étaient sous l'empire de la parole de l'Orateur, et là où le *Moniteur* assure que quelques bancs applaudissent à ses paroles, il faut lire qu'une moitié de l'Assemblée lui émoigna son assentement. Enfin, quand, dans une émouvante *prosopopée*, M. Keller a fait apparaître à la tribune le sceptre rouge, sous les traits d'Orsini ordonnant la guerre d'Italie à celui que ses bombes homicides ont manqué, l'émotion est devenue si vive que la séance est demeurée suspendue pendant une demi-heure. Cette émotion, tous la partageaient; le Président, les Ministres, les adversaires comme les amis de l'Orateur. Cette émotion s'est communiquée à Paris, et à toute la France, et la gravité de la situation s'est révélée à tous les esprits. »

Lettre de Mgr. Dupanloup, Evêque d'Orléans, à M. de la Guéronnière.

(SUITE.)

Monsieur le vicomte,

Trois mois ne se sont pas écoulés depuis que nous avons reçu cette liberté si modeste, et vous vous indignez, monsieur le vicomte, que le Pape n'ait pas un Luxembourg et un Palais-Bourbon, retentissant du bruit des délibérations de son peuple! Vous vous étonnez qu'il n'ait pas ajouté, à toutes les améliorations financières, qui font partie du budget de ses Etats, un des mieux contrôlés de l'Europe, aux améliorations administratives et judiciaires déjà réalisées, de nouvelles concessions politiques; et à quelle heure, dans quel moment? au moment où l'insurrection, soudoyée par la politique piémontaise, venait de lui ravir une province.

Je m'adresse à la loyauté de l'Empereur. Si une insurrection eût éclaté à Nantes, à Lyon ou à Strasbourg, eût-il choisi ce moment pour accorder le décret du 24 novembre? Vous-même, monsieur le vicomte, auriez-vous demandé à monsieur le ministre de l'intérieur la permission de le lui conseil?

Mais sincèrement, je vous prie de me le dire, croyez-vous que des réformes auraient rien calmé?

Quel a été le premier souverain renversé? Le grand duc de Toscane. Or, l'Europe le sait, nul gouvernement n'était plus doux que le sien. Il ne lui manquait de la liberté, de la plus entière liberté, rien que les formes. Il voulut les donner à son pays. Il chargea le marquis de Lajatico de préparer une constitution, et quand ce ministre alla chercher ses futurs collègues, où les trouva-t-il? en train de conspirer chez le ministre de Sardaigne, M. Buoncompagni. Quelques jours après, la Toscane n'existait plus.

Est-ce que le roi de Naples a été sauvé par la constitution qu'il accorda? Quel usage en fit-on? On annonça qu'on ne s'en servirait que pour réunir un parlement chargé de prononcer sa déchéance. Se décida-t-il trop tard? Mais peut-on faire un crime à un souverain de vingt-deux ans, étourdi par le premier bruit qui frappe ses oreilles, le bruit d'une insurrection, d'avoir un instant hésité avant de s'immortaliser par une héroïque défense?

Les réformes? Il s'agit bien de réformes et de peuples heureux. On cherche des couronnes et des peuples en révolte, pour changer ces couronnes de tête, pour les placer sur le front de qui? Il ne sera bien permis de dire que ce n'est pas d'un génie hors ligne comme Napoléon Ier, naturellement élevé au-dessus des autres hommes, et de soldat devenant roi.

Non, c'est d'un prince qui n'a pour lui que sa descendance, sa Maison, et qui, ne craignant pas d'être battu et de dépouiller ses parents, son neveu, une veuve, un enfant, un vieillard, s'est fait le complaisant des demagogues pour devenir conquérant.

Des réformes, c'était bien ce qu'ils voulaient! Ils voulaient Rome et l'Italie entièrement libres. Qui peut en douter aujourd'hui?

Pour le Piémont et ses complices, les réformes n'ont jamais été qu'un prétexte.

Ne les avons-nous pas entendus le déclarer impudemment dès 1849:

« Quoique fasse le pape Pie IX, on n'acceptera les libertés qu'il donnera QUE POUR LE RENVERSER. » Et ils ont tenu parole.

Avez-vous oublié qu'au Congrès de Paris, dans ce fameux protocole qu'un journal piémontais appelait *l'étincelle d'un irrémissible incendie* (1); que M. de L. martine nomme « si bien une déclaration de guerre sous une signature de paix; la pierre d'attente du chaos européen; la fin du droit public en Europe, M. de Cavour proclamait l'impossibilité radicale des réformes dans le gouvernement pontifical, et le dénonçait comme un scandale et un péril pour l'Europe; allant lui, M. de Cavour, jusqu'à accuser la loyauté du pieux Pontife, et ajoutant: « S'il accorde des réformes, ce ne sera qu'en apparence, et pour les rendre illusoire dans la pratique. »

On a beaucoup dit que Pie IX aurait bien pu sacrifier une province, puisque Pie VI l'a fait. Combien la situation n'est-elle pas différente! Le pape Pie VI la Chrétienneté me pardonnera de prendre ici le langage d'un citoyen français, le pape Pie VI commit la faute de déclarer la guerre à la France. Ayant couru les chances de la guerre, il en subit les conséquences.

Le général Bonaparte lui demanda une province, il la céda. Mais ce n'était qu'une province. A Pie IX, qui n'a pas fait la guerre, on a demandé une province, au nom d'un principe qui menaçait tout le reste de son pouvoir. Le Piémont a réclamé tout; bientôt après, la fameuse brochure *le Pape et le Congrès*, dont M. le directeur de la librairie connaît probablement l'auteur, et dont lord John Russell a dit (24 décembre 1860), qu'elle a fait perdre au Pape plus de la moitié de ses Etats, la brochure a proposé que le pouvoir temporel fût réduit à Rome et à un ardin. Dans la transaction offerte au Pape sur les Romagnes, il y avait donc un sous-entendu. Jamais le Pape n'a été placé en face de la proposition, faite de bonne foi, de sacrifier une province, une seule, pour garder le reste. En voulez-vous la preuve? Regardez aux résultats. Le Piémont n'a cessé de demander Rome, Rome, entendez-le bien, et non pas seulement les Romagnes.

(1) *Il Risorgimento*, journal de M. de Cavour.

Ab ! je ne m'étonne point qu'un journal, que je nomme pas, qui marche aujourd'hui à la tête de cette politique, et qu'on voit, consistant, aux premiers rangs de ceux qui applaudissent votre brochure, se soit écrié, après l'occupation des Romagnes : " Ce n'est là que la première étape ; " puis regardant Rome : " La seconde mènera plus loin. " Et un autre : " C'est un premier pas, mais un grand pas ! "

Depuis ce temps, tout a marché à souhait : toutes les étapes ont été faites, et il ne reste plus qu'un pas à franchir.

Non, il n'y a eu qu'un homme de franc dans tout cela, c'est Garibaldi. Lui, du moins, a parlé clair :

" Il faut extirper de l'Italie le chancre de la Papauté. . . Il faut extirper ces robes noires (1). "

" C'est à Rome, c'est du haut du Quirinal qu'il faut proclamer le royaume italien, etc., etc. (2). "

Et ce n'est qu'à la suite de Garibaldi, qu'au Parlement de Turin, on a fait, enfin, courageusement, à la tribune, le serment de ne pas s'arrêter en si beau chemin (3). Ce n'est qu'après avoir versé impunément le sang français à Caste fidardo, que M. de Cavour a pu, enfin, s'écrier à la tribune : " Nous voulons pour capitale la ville éternelle, et nous y serons dans six mois ! (4) " Et déjà, dans cette fameuse séance où il fit jurer le Parlement entre Garibaldi et lui arrivé des lors au but, ou peu s'en faut, M. de Cavour n'avait pas hésité à dire le mot : " Ces mémorables événements ont été la conséquence nécessaire de notre POLITIQUE.—non pas seulement depuis trois mois,—mais DEPUIS DOUZE ANS (5) ! "

Et c'est après tout cela, Monsieur, que vous osez bien nous dire, en accusant le Pape, qu'il n'y avait là qu'une question de réformes, et qu'il n'a pas manqué autre chose au Pape pour se gagner les sympathies ! Et parmi tous ces Italiens malades de la peste révolutionnaire, c'est le Pape qui est le plus grand coupable, c'est lui qu'il faut immoler.

Il est vrai, le gouvernement de l'Empereur a proposé le système du vicariat de Victor-Emmanuel. Je pourrais vous demander, Monsieur, si vous conseilliez à l'Empereur M. le prince de Joinville pour vicaire de l'Algérie. Mais à quoi bon ? Dans le *Livre jaune*, dont votre écrit est le commentaire, je lis une dépêche par laquelle M. de Cavour repousse ce système. Le proposer au Pape, lorsque l'Italie n'en voulait pas, n'était qu'une amère dérision.

Ici se place un projet qui nous est révélé pour la première fois, le projet d'une garantie des puissances catholiques. Ce projet paraît plus raisonnable ; cependant la réponse du Pape que vous appelez *curieuse*, me semble plus raisonnable encore. Elle se borne à ceci :

" Comment pouvez-vous me garantir une partie, quand votre garantie ne m'a pas empêché de perdre l'autre ? Que valent ces garanties en face d'un adversaire assuré de l'impunité, s'il les viole ? Je veux bien des réformes, mais des réformes libres. Je veux bien d'une ressource, si elle peut se rattacher à quelque ombre d'un droit ; je ne veux pas d'une pension qui serait une charité précaire. Je veux bien une armée, mais je préfère la former moi-même ; je veux des défenseurs, non des gardiens ; des Italiens et des catholiques volontaires, non des étrangers en garnison. Je consens à être protégé, mais je préfère essayer d'être indépendant. "

Si c'était là une illusion, convenez-en, elle était noble. Un emprunt, une armée, des réformes libres, en un mot, un gouvernement de droit commun se suffisant à lui-même, voilà ce qu'a souhaité le Pape, voilà ce qu'il a tenté, avant de recevoir l'aumône et les garnisons des puissances.

Il a échoué, dites-vous. Nullement ; il a réussi à réunir des

fonds, à se donner un des premiers généraux de l'Europe, tout ce qu'il fallait pour permettre à la France de se retirer bientôt, sans laisser place à une révolution intérieure.

C'est là particulièrement où vous voyez, Monsieur, le triomphe de l'esprit de parti.

Vous avez des paroles de dédain contre nos Bretons, parce qu'ils sont d'un pays où l'attachement à la vieille monarchie a duré avec la foi. On a fait à Rome, dites-vous, un petit Coblenz. Est-ce bien sérieux ! Je vous défie de prouver qu'on ait rien tenté contre la France ; je connais des légitimistes qui ont été blessés, au contraire, du mauvais accueil qui leur a été fait, tant le gouvernement romain était préoccupé du soin d'éviter tout ce qui pouvait mêler les réminiscences intempestives de la politique au noble élan de la religion. Mais enfin, il y avait des légitimistes, cela est vrai, dans l'armée du Pape ; comment s'en étonner ? N'est-il pas plus surprenant de les voir, comme vous le dites, signalés par la vigilance éclairée d'un duc de Grammont (p. 44) ?

Vous dites que ce nom ajoute à la valeur du document ; vous avez raison.

Vous avez encore des paroles dures pour le général de Lamoricière, qui " n'était pas sous nos aigles dans nos luttes héroïques d'Italie et de Crimée (p. 46). " Il n'y était pas, Monsieur, parce qu'il était à Bruxelles, exilé par qui ? et pourquoi ? Vous l'obligez à vous le rappeler. Vous l'appelez un *homme politique séparé du gouvernement de son pays* (p. 47) ; il serait plus exact de dire : un homme de guerre séparé de son pays par le Gouvernement. Au fond de votre conscience, je suis persuadé, Monsieur, que vous honorez le général Lamoricière d'avoir fait ce qu'il a fait, et pour moi je remercie toujours l'Empereur de l'y avoir autorisé.

Le Pape, en s'efforçant d'avoir des troupes et des ressources, a tâché de rentrer dans ce que vous appelez vous-même ailleurs, *les conditions ordinaires des pouvoirs humains, auxquelles il est soumis* (p. 23). En appelant de préférence un général et des volontaires de notre pays, il nous rendait hommage. La politique et la fierté nationales auraient eu à se réjouir, si le Pape, n'étant plus défendu par la France, l'eût été toujours par des Français.

En résumé, Monsieur, je ne comprends pas votre insistance sur les réformes. A moins que vous ne veuillez grossièrement attiser des préjugés vulgaires, il est évident que le Pape Pie IX aime les réformes, qu'aucune ne l'aurait sauvé ; qu'on se moquait de ces réformes, qu'on en voulait à son pouvoir, et que, sous ces prétendus arrangements pour le sacrifice d'une province, s'est toujours caché le plan arrêté de tout prendre ; que dès lors, ayant des raisons de ne plus se fier à d'autres protecteurs qu'à Dieu et à lui-même, il a bien fait de chercher à se suffire, et qu'il y aurait réussi peut-être, sans l'invasion inqualifiable des Piémontais, dont c'est pour moi un devoir de parler maintenant.

" IV. L'invasion des provinces du Pape, dites-vous (p. 51), " était, dans les vues du Piémont, une attaque ouverte à la réaction dont le siège était à Rome. . . "

Ici, vous vous trompez complètement, et bien étrangement Monsieur. Dans sa dépêche du 18 octobre 1860, insérée au Livre jaune (p. 162). S. Exc. le ministre des affaires étrangères, M. Touvenel, écrit à tous les agents diplomatiques de la France, que " Sa Majesté a daigné l'autoriser à dire exactement ce qui s'est passé à Chambéry entre lui et les envoyés du roi Victor-Emmanuel, Farini et le général Cialdini. . . "

" . . . Garibaldi allait poursuivre librement sa course à travers les Etats romains et, cette dernière étape une fois franchie, " il deviendrait totalement impossible de prévenir une attaque " contre la Vénétie. Le cabinet de Turin ne voyait plus qu'un " moyen de conjurer une pareille éventualité : c'était, aussitôt " que l'approche de Garibaldi aurait provoqué des troubles dans " les Marches et l'Ombrie, d'y rentrer pour y établir l'ordre, " SANS TOUCHER A L'AUTORITÉ DU PAPE ; de livrer, s'il le fallait, " bataille à la Révolution sur le territoire napolitain, puis de "

(1) Lettre aux étudiants de l'Université de Pavie.

(2) Proclamation au peuple de Palerme.

(3) Séance du 13 avril 1860, rapport de M. Ferruccio sur le décret touchant l'annexion des provinces de l'Italie centrale.

(4) Séance du 11 octobre 1860.

(5) *Les Débats*, 5 octobre 1860.

« déferer immédiatement à un Congrès le soin de fixer les destinées de l'Italie. »

Voilà, monsieur, la version officielle, fort différente de la vôtre.

Mais quoi ! je vous le demande en toute bonne foi, la France, qui a tant d'intérêt à maintenir à Rome le Chef de sa religion, la France, qui a tant fait pour l'y replacer, et qui l'y garde encore, la France s'est laissée persuader qu'un général Garibaldi, le même qu'elle chassa de Rome, qu'un chef de bandes insurgées, allait tomber sur Rome et franchir cette étape, où nous sommes, monsieur, où flotte notre drapeau, où sont rangés nos soldats ! Devant cette crainte, elle abaisse son épée, elle autorise Cialdini, et il passe la frontière ! Dites-le moi, monsieur le vicomte, je vous en prie, dite-le moi, avez-vous donc cru que Garibaldi fût un géant, et qu'il n'eût qu'un pas à faire et qu'un coup à frapper pour prendre Rome malgré la France, et passer le Mincio malgré l'Autriche ?

Pardonnez-le moi, je suis obligé de descendre à un mot qui n'est ni épiscopal, ni politique, à un mot familier et dur, parce qu'il n'y a que ce mot qui rende ma pensée : nous avons été dupés !

Oui, dupés et trompés deux fois : trompés sur la force de Garibaldi, trompés sur les intentions du Piémont ; voyez le résultat, voyez les faits.

Garibaldi ne pouvait pas même passer le Carigliano ; si les Piémontais n'avaient pas pris à revers l'armée du roi, si l'ambassadeur de Sardaigne n'avait pas lancé des bataillons de bersaglieri à son secours, Garibaldi était perdu, rejeté dans les Calabres, peut-être bientôt traité comme un pirate, violeur du droit des gens.

Ce n'est pas tout : au lieu de livrer la bataille à la révolution sur le territoire napolitain, les Piémontais écrasèrent les défenseurs du Pape sur son propre territoire, et jetèrent leurs bataillons, depuis longtemps accumulés, sur une poignée de Français, d'Italiens, de Belges et d'Irlandais.

Vous parlez bien légèrement, monsieur le vicomte, de cette journée héroïque, où le sang français a rougi la terre d'Italie, versé par la main de nos alliés. Je ne redirai point cette lamentable histoire. Savez-vous cependant le grand service que nous a rendu cette bataille ? Non-seulement elle a montré une fois de plus ce que vaut le sang français ; mais elle a surtout rendu aux entreprises du Piémont leur vrai caractère. Oui, depuis Castellidardo, depuis Ancône jusqu'à Gaëte, ce qu'on décorait du nom de *mouvement national* a repris son vrai nom ; c'est la conquête, l'invasion ; faites le compte des bombes et celui des suffrages : le Piémont a plus lancé de bombes qu'il n'a recueilli de voix.

Bornons-nous en ce moment à répéter que l'invasion des Piémontais a consommé les malheurs du Pape, et, vous le voyez, elle a été due à une grande illusion de notre part : nous avons cru que Cialdini allait défendre le Pape, et que Garibaldi s'était nous attaquer dans Rome et puis tomber sur Venise.

Mais savez-vous ici mon grand étonnement, monsieur ! C'est que vous, qui prenez un si généreux plaisir à nous exposer les dépêches de M. de Gramont, et à accuser le Pape et les catholiques, vous n'avez pas un mot d'indignation pour les horreurs de l'invasion piémontaise. Je dis, les horreurs : je n'ai pas d'autre mot pour exprimer froidement ma pensée.

En effet, qu'avons nous vu !

Des sommations faites au Saint-Père pour désarmer ses défenseurs au moment même où les envahisseurs appelaient tous ses peuples aux armes ;

Cette lâche agression, sans déclaration de guerre, ces *ultimatum* présentés après l'invasion des territoires ;

Cette transformation du droit le plus simple d'un souverain, qui se défend, en insulte au sentiment national ;

Ces prétextes de troupes étrangères, quand on a soi-même des légions hongroises, anglaises et polonaises sous ses drapeaux ; ces reproches d'émeutes qu'on a excitées et de repressions qu'on a provoquées ;

Ces proclamations, mêlant aux plus grossiers outrages des ordres d'extermination ;

Ces mots de *misérables*, de *sicaires*, avides d'or et de pillage, jetés à des volontaires français ;

Un roi et son premier ministre parlant des *hordes papales*, commandées par ce *Lamoricière* ;

Cette attaque, par surprise, d'une petite armée, par une armée dix fois plus nombreuse ;

Ces bulletins de victoire où Cialdini ose écrire : « On assassinait mes soldats à coups de poignards, les blessés donnaient des coups de stylet à ceux qui les secouraient ; »

Ce vainqueur qui se vante d'avoir fait fuir *Lamoricière* ;

Ces insultes aux prisonniers français, traînés à travers les villes italiennes ;

Ces douze heures de bombardement, au mépris de toutes les lois de la guerre et de l'honneur, d'une place qui capitule, et que ne protège pas le drapeau parlementaire.

Si nous regardons maintenant du côté de la Sicile et de Naples que voyons-nous ?

(A continuer.)

DISCOURS SUR MONTCALM,

Prononcé par M. J. A. GENAND, Etudiant en Droit, Secrétaire du Cercle Littéraire, dans la Salle du Cabinet de Lecture, le 1er mars 1861.

(SUITE ET FIN.)

Après la prise de Louisbourg, Abercramby, marchait à la tête de 15,000 hommes sur Montréal, qui ne devait être, suivant lui, qu'un passage jusqu'à Québec où, disait-il, devait enfin se résoudre la grande querelle de la France et de l'Angleterre. Il descendait d'abord le Lac Champlain, avec des forces nombreuses. « Le ciel était extrêmement pur, dit un écrivain Anglais, témoin oculaire, et le temps superbe ; la flotte avançait avec une régularité parfaite, aux sons d'une musique guerrière. Les drapeaux flottaient étincelants aux rayons du soleil et on lisait dans tous les yeux l'assurance du triomphe ».

Un triomphe éclatant devait, en effet, survenir ; mais, grâce à Montcalm, il devait être imprimé en caractères ineffaçables sur le drapeau blanc de Carillon. Les Anglais après être débarqués au Camp-Brulé s'avançaient vers la Chûte où était Montcalm.

Celui-ci n'avait réuni que 3,600 hommes. N'importe : avec cette poignée de braves, il s'élança sur les hauteurs de Carillon, décidé à se défendre énergiquement et de mourir plutôt que de permettre à l'Anglais l'entrée du Canada. L'éminence du danger, le difficile de la position, l'importance de l'action avaient multiplié les bras, doublé le courage et l'activité ; et en quelques heures toute une forêt d'arbres qui environnaient le fort furent abattus. Dans cette attitude on attendit. Abercramby, croyant sur le rapport que lui en avaient fait des sentinelles avancées, que Montcalm attendait, pour combattre, un corps de 3,000 commandés par le Chevalier de Lévis, ne lui laissa pas cet avantage et fit avancer son armée en quatre colonnes. Je ne sais pas, Messieurs, si on lisait encore dans leurs yeux l'assurance du triomphe. Mais, quand ils ne furent plus qu'à 20 pas des retranchements français, Montcalm donna tout-à-coup le signal. Une pluie de fer et de feu tombe sur cette masse d'hommes qui tressaille, chancelle, tourbillonne sur elle-même et recule.

— En ce moment, mesdames et messieurs, on voit 15,000 trembler devant 3,000 !

Cependant, les Officiers étonnés, exaspérés et commençant à retrouver dans le tourbillon, le sentiment de leur position, rallient leurs soldats et les font retourner au combat. Mais un feu terrible les arrête de nouveau. Six fois ils reviennent à la charge ; six fois ils tentent d'avancer ;

mais six fois ils sont repoussés avec des pertes considérables qui augmentent leur étonnement, leur désordre et leur exaspération. Il était six heures du soir, le jour finissait : il fallait se retirer. Mais ne pouvant se résigner à une pareille honte et à une pareille défaite, Abercromby raillait ses soldats dans un bois, leur fait reprendre haleine et les lance une dernière fois, par une attaque générale et simultanée sur ce retranchement où il venait recevoir un solennel démenti dans la confiance de ses forces et de sa supériorité numérique. Vain effort ! il se retire désespéré.

Une telle lutte avait épuisé les Français de lassitude, mais les avait rempli d'une joie que nous comprenons bien et que comme eux nous ressentons, aujourd'hui que nous savons qu'un ennemi cinq fois supérieur en nombre a été vaincu par nos ancêtres. Quant à Montcalm, il s'était exposé, dans cette action, comme le plus simple de ses soldats ; il avait fait preuve de ce courage et de cette énergique activité que nous lui connaissons : du centre où il s'était placé, il se portait pour donner des ordres ou mener des secours, là surtout où la mêlée était plus grande, plus meurtrière. Après la bataille, accompagné du chevalier de Lévis il parcourut les rangs de ses troupes qui l'aimaient tant et dont l'amour pour lui avait augmenté pour la gloire qu'il leur avait fait acquérir en cette circonstance. Ils les remercia, au nom du Roi et en son propre nom, de la belle conduite qu'elles avaient tenue dans cette action mémorable, où le Général Anglais avait laissé le champ de bataille jonché de plus de la moitié de ses soldats.

Et voilà ce qui s'est passé à la célèbre journée du 8 juillet 1758. "La France qui n'entendait plus guère de *Te Deum*, en dut un à cette petite armée de braves qu'elle oubliait au milieu des neiges de l'Amérique." C'est que cette bataille gagnée par ses enfants est, en effet, un des plus beaux faits d'armes qui pourrait enrichir les plus belles pages des nations conquérantes. Sparte peut, à juste titre, montrer encore aujourd'hui avec orgueil ses *Thermopyles* et son *Léonidas* ; nous, Canadiens, à côté de cette brillante épopée, nous pouvons mettre la journée de CARILLON et le nom immortel de MONTCALM !.....

Cependant notre héros avec ses braves troupes ne pouvait être partout sur la ligne immense des opérations. Vainqueurs au Centre, à Carillon, les Français avaient perdu Louisbourg à l'aile gauche et, peu après, ils perdirent les forts Duquesne et Ontario à l'aile droite. Frontenac, défendu par 70 hommes seulement contre 3.000 venait de capituler. Enfin les Indiens avaient fait volte face, étaient passés chez les Anglais, et menacèrent à leur tour les établissements français de ces courses qui si longtemps avaient désolé les établissements britanniques. D'un autre côté, de pernicieuses dissensions s'étaient introduites parmi les Chefs. Dès ce temps-là, en lisant les lettres que Montcalm écrivait au Ministre de la Guerre, on reconnaît que le danger va augmentant. Il se plaint de l'incurie des Chefs et des autorités, de la disette et surtout du peu de forces dont il pouvait disposer contre celles que l'ennemi augmentait tous les jours. En effet, dit M. Garneau, la grande supériorité numérique des Anglais faisait que leurs pertes étaient à peine sensibles et qu'ils se relevaient plus forts et plus redoutables après chaque défaite, tandis que les succès des Français les affaiblissaient réellement, et que chaque victoire diminuait leurs moyens de résistance et les chances d'un succès définitif.

Mais ce qui était plus grave, c'est que rien n'empêchait plus les Anglais de marcher sur et de s'avancer jusqu'à Québec. Le 25 juin 1759, il apparut dans le St. Laurent une escadre montée par 18.000 matelots et emmenant 19.000 hommes de troupes commandés par le Général Wolfe, "jeune et impétueux Capitaine, décidé à brusquer la victoire, dut-il tomber mourant sur ses lauriers." Une autre armée allait en même temps recommencer la descente sur Montréal et une troisième par les Lacs.

Cette triple attaque simultanée, cette énormité de forces militaires, cet avantage saisi spontanément sur la faiblesse numérique des Français, tout nous montre la décision et la résolution qu'avait prises les Anglais d'en finir avec ces luttes continuelles, et cette honte légitime qu'ils éprouvaient de se voir vaincre pas une poignée d'hommes : ils n'avaient pas encore tout-à-fait perdu le souvenir de Carillon.

Si Québec eut été fortifié, Montcalm eut pu renouveler sa glorieuse journée du 8 juillet de l'année précédente. Mais Québec était sans défense, il fallut le couvrir. Montcalm se retira donc dans un camp retranché contre lequel Wolfe tenta une attaque du côté de la rivière Montmorency. Mais le jeune Général Anglais éprouva là un échec tel, qu'obligé de se retirer sur la rive droite du St. Laurent, il rentra dans son camp, malade de corps et d'esprit. Aussitôt entré en convalescence, il écrivit à son gouvernement une lettre dans laquelle il expliqua, en termes pathétiques le peu de réussite de ses entreprises et les obstacles qu'il rencontrait. "En Angleterre on fut plus touché des plaintes du jeune Commandant que de l'échec des armes de la nation."

Deux mois et demi s'écoulèrent dans cette situation : on tenta quelques surprises de part et d'autre ; quelques escarmouches étaient même échangées. Pour en finir avec cet état de chose, Wolfe assembla ses Généraux et Aides-de-camp, hommes très-expérimentés, très-instruits, à ce que nous dit l'histoire. Le résultat de ces délibérations fut qu'on se retirerait sur la rive droite du St. Laurent que l'on remonterait à quelque distance, et qu'on traverserait de nouveau sur la rive gauche afin de porter les opérations au-dessus de la ville. Ce plan fut adopté.

Québec n'étant pas fortifié, Montcalm avait fait placer les magasins de l'armée à Montréal. Or, comme on le sait, Wolfe était maître de cette partie du fleuve entre Montréal et ses dépôts. Il lui vint donc à la pensée de débarquer ses troupes au-dessous de Québec. Cette idée, malheureusement, ne manquait pas de justesse ; car Montcalm s'étant retranché avec des provisions pour un mois seulement, ne pouvait être longtemps sans se voir réduit à la capitulation. A l'aide d'un mot d'ordre qu'un traître avait surpris, Wolfe parvint à surprendre la vigilance des sentinelles, débarqua son armée dans l'anse du Foulon et au matin du 13 septembre, il se trouva fortement campé sur le Plateau, dans les Plaines d'Abraham.

Quelle dut être la stupeur de Montcalm lorsqu'on vint lui apprendre que l'ennemi était à quelques pas de là, nombreux, puissant, formidable. Il prend avec lui tout ce qu'il a de troupes disponibles, n'attend pas le Colonel de Bougainville qui n'était pas loin avec 3.000 hommes, ne se donne pas même le temps de ranger son armée en deux lignes ; et avec 4.500 hommes seulement, court aux Anglais. *Nos gens* vont à l'ennemi bravement, avec impétuosité, je pourrais dire avec désespoir. Mais ils furent reçus par un feu meurtrier qui causa un grand désordre dans leurs rangs : Wolfe avait donné l'ordre de ne tirer qu'à vingt pas et avait fait mettre deux balles dans chaque fusil. Dans la confusion où ils étaient déjà, par suite de ce coup imprévu, il leur fut impossible de régulariser leurs mouvements, et en peu de temps tout tomba dans la plus étrange confusion. Wolfe profita de ce moment critique pour charger à son tour. Déjà blessé au poignet, il se met à la tête de ses grenadiers pour poursuivre les Français à la baïonnette. Une balle l'atteint et lui traverse la poitrine. Il tombe ; et, pendant que les siens poursuivent leurs succès, on l'emporte sur les derrières de l'armée.

— Ils fuient, s'écria un de ceux qui portaient Wolfe.

— Qui ? demanda-t-il.

— Les Français ! lui fut-il répondu.

— Quoi ! déjà ? alors je meurs content....

Et il expira.

Montcalm tombait presque au même instant. Quoiqu'il eût déjà reçu deux blessures, il dirigeait la retraite et tâchait d'y mettre de l'ordre, lorsqu'un coup de feu l'atteignit dans les reins et le jeta à bas de son cheval, mortellement blessé.

« Le Gouverneur, qui était à Beauport avec un corps d'armée, arriva au moment même où les troupes se débandaient. Il rallia 1000 Canadiens avec lesquels il arrêta un instant l'ennemi et sauva les fuyards qui combattirent toujours, quoiqu'en retraite, et qui ne cédèrent enfin qu'à la supériorité du nombre. » (1)

Au moment de sa chute, Montcalm avait été emporté dans la ville. En proie à d atroces souffrances morales et physiques, il passa une nuit douloureuse dans la plus cruelle inquiétude sur le sort de sa vaillante armée. Le lendemain, il expirait. Quelques instants avant son agonie, ayant appris la réalisation des tristes pressentiments qu'il avait depuis longtemps éprouvés : « Au moins, s'était-il écrié, je ne verrai pas les Anglais dans Québec!.....

Trois jours après, Québec capitulait.

A six mois de là, le Chevalier de Lévis vengea Montcalm à la seconde bataille des Plaines d'Abraham, où les Anglais essayèrent, à leur tour, de terribles représailles.

Je regrette, mesdames et messieurs, que le temps ne me permette pas de faire passer devant vous au moins l'ombre de ce magnifique panorama, où l'on vit les derniers débris de la race française et les premières générations de la race canadienne se battre, pour leur commune patrie, avec l'énergie du désespoir et leurs efforts couronnés de succès.

Qu'une flotte viennoise de France, disait-on, et le Canada est sauvé!

Une flotte arriva, en effet, mais c'était une flotte anglaise.

Alors l'heure marquée par la Providence, à la page de nos destinées, pour la complète séparation de notre Mère-Patrie, avait sonné : il fallut passer sous la loi du conquérant!.....

Noble Montcalm! tu n'aurais pas sans doute survécu à cet échec, si déjà tu n'eus été écrasé sous le poids d'un implacable vainqueur. « Nous mourrons, écrivais-tu au Ministre qui t'abandonnait, nous mourrons et nous nous ensevelirons, s'il le faut, sous les ruines de la colonie. »

Toi et tes braves et glorieux compagnons, vous êtes tombés aux champs de l'honneur! Vous vous êtes ensevelis sous les ruines de cette Colonie; mais votre sang a fécondé notre sol; vos mâles vertus ont fait de nous un peuple qui, grâce à Dieu, n'est pas mort!

JACQUES LE FURETEUR ET LE CASTOR.

II. — (SUITE.)

Jacques charmé des détails que le vieux trappeur lui avait donné sur les castors soupirait après le moment de les voir.

Est-ce que les castors se mettent de bonne heure à l'ouvrage? lui demanda-t-il.

« Non; c'est la nuit qu'ils travaillent; ils sont craintifs par nature et depuis qu'on les a tant chassés, ils ne s'établissent plus que dans les pays déserts; dès qu'ils sentent l'homme, ils se dispersent et ne bâtissent ni cabanes, ni chaussées; ils s'écartent les uns des autres et se creusent des terriers qui ont jusqu'à 150 pieds de longueur; et là, vivant dans l'isolement, ils perdent l'intelligence qu'auraient développé en eux leurs rapports avec leurs semblables. »

On soupa, et Jacques, préoccupé de ce qu'il venait d'entendre ne mangea presque pas. Plus il pensait à ces bêtes industrieuses, plus il avait envie de les voir. Le lendemain matin, il se leva donc en même temps que le vieux John, et il sortit avec lui, se doutant

bien que le vieux trappeur allait voir si M. Brac ne s'était pas trompé effectivement. John se dirigea du côté de la rivière; c'était un cours d'eau assez rapide dont les bords escarpés s'abaissaient à un certain endroit. Le vieux trappeur pensait avec raison que les castors avaient élevé leur digue précisément au-dessous de l'endroit où s'abaissait la rive.

« Sont-ils rusés; s'écria John; vois donc, Jacques, la rivière étant rapide, ils ont courbé leur barrage comme un arc pour résister au courant, tandis qu'ils le font en ligne droite où la rivière coule lentement. »

En deça du barrage, l'eau arrêtée formait un lac où s'élevaient déjà les maisonnettes des castors. Jacques était frappé d'étonnement; le vieux John riait tout bas, tant sa joie était vive. « Partons, dit-il, c'est pendant l'hiver qu'on chasse les castors, quand leur fourrure a toute son épaisseur; d'ici là, qu'ils s'amuse; oh! quel profit! J'ai compté vingt cabanes; c'est pour le moins deux cents castors qui vont être réunis et que nous retrouverons cet hiver, à 25 francs la peau! »

Mais ce n'était pas là ce qui intéressait Jacques.

Comment donc ont-ils fait pour élever leur barrage et pour construire leurs maisons? demanda-t-il.

« Vois-tu ces arbres qui sont coupés à quatre à cinq pouces du sol? »

— Oui.

« — Eh bien! ce sont les castors qui les ont sciés avec leurs dents. Ils sont de la famille des rongeurs, comme les rats, les lapins et les écureuils, et ils ont, sur le devant de la mâchoire, quatre dents incisives de deux pouces de longueur, deux en haut et deux en bas; c'est l'instrument avec lequel ils coupent les arbres, équarissent leurs troncs, arrachent leur écorce et broient les bois tendres dont ils se nourrissent. Elles sont tellement tranchantes que les sauvages s'en servent en guise d'outils pour creuser le bois et pour le polir. Rien de plus curieux que la manière dont les castors abattent les arbres: ils les choisissent toujours au bord d'une rivière. Un nombre de travailleurs proportionné à l'importance de la besogne, s'asseyent autour de l'arbre qu'ils veulent abattre, ils en rongent incessamment les racines du côté de l'eau pour qu'il tombe sur le courant. Un castor, placé à quelque distance, avertit les bûcherons par un sifflement, quand il voit pencher la cime de l'arbre attaqué, afin qu'ils se mettent à l'abri de la chute; ils en détachent les branches, et traînent le tronc abattu à l'aide du flottage jusqu'à leurs villes. C'est là ce qui forme la pièce principale de leur digue. Pendant ce temps-là d'autres castors coupent des arbres plus petits, dont il font des pièces de bois d'une égale longueur et qu'ils appliquent, en les inclinant, contre le gros arbre qui sert de point d'appui à la chaussée; d'autres encore apportent des branches de saule qu'ils enlacent aux pièces de bois; enfin, ils remplissent de pierres, de feuilles et de terre gâchée cette espèce de treillage, disposé en talus du côté où l'eau arrive et qui est à pic du côté où elle tombe.

Mais comment font-ils pour gâcher la terre et pour porter des pierres?

« Les castors ont, comme tous les rongeurs, les pattes de devant beaucoup plus courtes que celles de derrière; et ces petites pattes, munies d'ongles creux, aigus et très-forts, leur servent de mains pour creuser des trous, pour transporter leurs matériaux et pour gâcher leur mortier; ils ont, en outre, une queue très singulière, plate comme une raquette; ils s'en servent en guise de truelle pour battre la terre qu'ils ont gâchée, afin de lui donner la consistance qu'ils desinent, ils en usent aussi comme de traineau. Quand à leurs maisons, tu as vu qu'elles ressemblent à d'énormes roches; elles se composent d'un rez-de-chaussée et d'un premier étage, souvent même elles en ont plusieurs. La porte en est sous l'eau, tandis que la fenêtre se trouve au dessus du niveau qu'atteignent les plus grandes eaux et regardent toujours le milieu de la rivière. Cette disposition permet au castor de se mettre à son balcon en toute sécurité; il peut donc, sans sortir de chez lui, respirer à son aise tout en prenant son bain. Cette cabane construite avec des branches, de l'herbe, et de la mousse, des perrailles et la terre prise au fond de l'eau ou sur les bords de la rivière, est d'une ex-

(1) Dépêches de M. de Vaudreuil.

trême solidité. Elle résiste non-seulement aux intempéries des saisons, mais encore aux dents et aux griffes des animaux féroces. Chacune de ces cabanes est accompagnée d'un magasin commun situé sous l'eau, et qui renferme des provisions proportionnées au nombre de ses habitants.

Quelles sont ces provisions ? demanda Jacques.

« Du bois, dont les castors ne mangent que l'écorce, et les racines, particulièrement celle du *nénufar* jaune, dont ils sont très friands. Maintenant que leur bourgade est terminée, ils vont s'occuper de remplir leurs magasins ; le mois prochain, c'est-à-dire en septembre, ils auront fini leurs approvisionnements ; l'hiver ne tardera pas à venir, car il commence de bonne heure dans le Nord de l'Amérique. Nos Castors ne quitteront plus leurs cabanes, ils y vivront tranquillement sans jamais se disputer, et c'est à ce moment-là que nous les prendrons au piège. »

Tout arriva comme l'avait dit le vieux John. Au mois d'octobre toutes les cabanes étaient habitées. Jacques toujours curieux, allait de temps en temps se cacher dans les broussailles qui croissaient au bord de l'eau, pour regarder les castors ; les uns étaient à leur fenêtre, les autres nageaient dans la rivière. Un jour, au moment où presque tous les castors s'ébattaient joyeusement, l'un d'eux qui se tenait sur le toit de sa maison et qui faisait sentinelle, frappa l'eau d'un coup de queue ; immédiatement chacun rentra chez soi où il se tint immobile. Jacques tout surpris, chercha qu'elle pouvait être la cause de cette alarme soudaine, et vit un animal de la taille d'un gros chien, mais très-bas sur jambes, qui se traînait sur un arbre penché au-dessus de la rivière. L'enfant tout effrayé s'enfuit au poste des chasseurs où il raconta ce qu'il avait vu.

(A Continuer.)

Lettre de Madame B. L. à sa fille, sur les dangers des Théâtres.

Ah ! ma fille, que m'apprenez-vous par votre dernière lettre ! Quel chagrin, quelle surprise elle m'a causés ! Vous, ma fille, vous au théâtre ! et c'est, dites-vous, madame B., notre parente et notre amie, qui, après vous avoir fait sortir du pensionnat à l'occasion de sa fête, a eu l'imprudence de vous y mener ! Ne devait-elle pas assez connaître ma façon de penser, pour comprendre qu'en vous y menant elle me ferait la plus grande peine ? Ah ! si j'avais pu prévoir ce qui est arrivé... Mais la chose est faite, le mal est sans remède, il ne me reste plus qu'à en gémir.

Ne croyez pas cependant, ma fille, que je vous en fasse de grands reproches ; si j'avais ici à blâmer quelqu'un, ce ne serait pas vous. Je connais vos sentiments, et je suis très-persuadée que si vous avez été au théâtre, c'est que vous avez cru qu'on pouvait y aller sans offenser Dieu. Mais, en supposant que vous étiez dans l'erreur, il est de mon devoir de ne pas vous y laisser, parce que cette erreur ne pourrait manquer d'être un jour funeste à votre innocence.

Je dois donc vous dire, ma fille, que le théâtre est un amusement que tout chrétien doit s'interdire, à moins qu'il ne veuille se rendre coupable aux yeux de son Créateur, et je ne vous le dis qu'après m'en être bien assurée par les preuves les plus fortes et les plus convaincantes. Car, comme pendant ma jeunesse j'étais vivement sollicitée d'aller aux spectacles, et que, grâce à Dieu, j'avais assez de religion pour ne vouloir rien faire qui pût blesser ma conscience, je m'adressai d'abord à mon Directeur, homme sage, éclairé, et bien

propre à me servir de guide, en cette occasion comme en toutes les autres. Sa réponse fut des plus décisives ; il me dit nettement qu'il ne croyait pas qu'on pût se permettre d'assister au théâtre sans pécher. Mais, en me déclarant son sentiment, il me cita toutes les autorités sur lesquelles il était appuyé, et il alla même jusqu'à m'indiquer les ouvrages où il les avait puisées. La curiosité me porta à en lire quelques-uns, et tout ce que j'y trouvai ne servit qu'à me confirmer dans l'idée que ce savant ecclésiastique m'avait donnée du théâtre.

Je vis d'abord que les *payens eux-mêmes*, tout corrompus qu'ils étaient, ne laissaient pourtant pas de proscrire les spectacles et d'en flétrir les acteurs, parce que les uns et les autres ne leur paraissaient propres qu'à introduire partout la licence et la dépravation des mœurs.

Je vis que, parmi les premiers chrétiens, on regardait comme des espèces d'apostats ceux qui y assistaient, parce que l'on croyait qu'en y assistant, on renouçait en quelque sorte aux promesses et aux serments qu'on avait faits sur les fonts sacrés du baptême.

Je vis dans divers passages, tirés de leurs écrits, que tous les Pères et tous les Docteurs ne cessent, en déclamant contre le théâtre, de le représenter comme une école incompatible avec l'esprit du Christianisme ; et après avoir parcouru tous ces témoignages, je me dis tout naturellement à moi-même :

Quoi les payens eux-mêmes ont condamné les théâtres, tout ce qu'il y a eu de plus saint et de plus éclairé dans l'Eglise condamne les spectacles, et toi, tu oserais te les permettre ? As-tu donc plus de lumières et de vertus que tous ces grands hommes, et ne serait-ce pas vouloir t'égarer que de préférer tes idées à leurs sentiments ?

Cependant, quelque solide que fut cette réflexion, je ne m'en tins pas là ; et comme les amateurs du théâtre me disaient sans cesse, pour me rassurer, que si les prêtres et les dévots condamnaient les spectacles, c'est qu'ils ne les connaissaient pas assez pour pouvoir en juger ; je pris le parti d'aller consulter une Dame de beaucoup d'esprit qui était alors un modèle de piété, mais qui, pendant sa jeunesse, avait été passionnée pour les théâtres.

Je lui rapportai d'abord ce que j'avais lu dans ces livres, et ce qu'on m'avait dit dans le monde au sujet des spectacles, et je la priai ensuite de me dire ce qu'elle en pensait elle-même, afin que d'après sa décision, fondée sur l'expérience, je pusse régler ma conduite. Elle ne put ou ne voulut pas me répondre tout de suite ; mais elle me promit de me marquer son sentiment par écrit ; le lendemain, elle m'envoya en effet une lettre que j'ai conservée précieusement, et dont je t'envoierai une copie à la première occasion.

L'ÉCHO DU CABINET DE LECTURE PAROISSIAL, revue hebdomadaire, publiée par J. B. Rolland & Fils 6, rue St. Vincent Montréal — Abonnement : \$2 par année payables d'avance.

Des Presses à air tillet d'Ensisbenthal, 4 rue St. Vincent, Montréal.